

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Session annuelle
du Conseil d'administration

Rome, 4–8 juin 2012

PROJETS APPROUVÉS PAR CORRESPONDANCE

Point 10 de l'ordre du
jour

*Pour information**



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2012/10
23 avril 2012
ORIGINAL: ANGLAIS

AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – TCHAD 200289

**Assistance alimentaire ciblée en faveur des
réfugiés et des personnes vulnérables
touchés par la malnutrition et les crises
alimentaires récurrentes**

Le 13 avril 2012, l'augmentation budgétaire pour l'intervention prolongée de secours et de redressement Tchad 200289 a été soumise aux membres du Conseil pour approbation par correspondance. Cette révision couvrait la fourniture de 47 780 tonnes supplémentaires de produits alimentaires pour un coût de 36,8 millions de dollars. L'approbation a été obtenue le 20 avril 2012.

	Coût (dollars É.-U.)		
	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Coût des produits alimentaires pour le PAM	106 194 353	36 788 057	142 982 410
Coût total pour le PAM	333 053 600	79 762 913	412 816 513

* Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment à l'avance avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour information.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODD*: M. T. Yanga tél.: 066513-2792

Attachée de liaison principale, Mme N. Hegazy tél.: 066513-3189
ODD:

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative principale de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Dakar (Afrique de l'Ouest)

NATURE DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

1. Le PAM est en train de transposer à plus grande échelle l'assistance alimentaire qu'il assure au Tchad pour faire face à l'accroissement de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. La présente révision budgétaire pour l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200289 propose une augmentation de 47 780 tonnes de la quantité de produits alimentaires fournis, pour un coût supplémentaire de 79,8 millions de dollars É.-U., afin de tenir compte de l'accroissement des besoins. Dans le cadre de l'IPSR révisée:

- on transposera à plus grande échelle en 2012 les distributions générales de vivres destinées aux ménages en situation d'insécurité alimentaire pour: i) porter secours à un plus grand nombre de personnes; ii) accroître l'assortiment alimentaire pour que tous les bénéficiaires ciblés reçoivent une ration complète; et iii) faire passer la durée de l'assistance de trois à quatre mois; cela nécessitera 65 205 tonnes de vivres supplémentaires;
- on transposera à plus grande échelle en 2012 le programme de supplémentation alimentaire qui cible les enfants âgés de 6 à 59 mois et les femmes enceintes et les mères allaitantes souffrant de malnutrition dans neuf régions, et on fournira aux enfants du Plumpy'Sup® plutôt que du Supercereal; le nombre de bénéficiaires et les coûts des produits alimentaires augmenteront, mais la quantité de vivres requise diminuera de 5 138 tonnes;
- on mettra en œuvre le programme de supplémentation alimentaire généralisée avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), ce qui portera le nombre de bénéficiaires du PAM à 300 000 enfants âgés de 6 à 23 mois en 2012; dans le cadre de cette action conjointe, le PAM fera passer la durée du programme de supplémentation alimentaire généralisée de quatre à six mois dans les trois régions initialement ciblées; 7 062 tonnes de vivres supplémentaires seront nécessaires à cette fin;
- on ne procèdera plus à la distribution de rations de protection ni de rations post-traitement dans les centres de santé, ce qui réduira les besoins alimentaires de 19 280 tonnes; compte tenu de la gravité de la crise et de la priorité donnée à la prévention et au traitement de la malnutrition aiguë, le PAM annulera également un projet pilote de prévention de la malnutrition chronique, ce qui diminuera encore de 70 tonnes les besoins alimentaires; et
- on effectuera une évaluation et un examen des capacités dans la zone soudanaise¹, pour déterminer les interventions les plus appropriées.

JUSTIFICATION DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

Résumé des activités en cours

2. L'IPSR 200289 avait été conçue pour venir en aide à 1,6 million de bénéficiaires par an, avec un budget de 333 millions de dollars pour 2012–2013. Elle est conforme aux

¹ Le Tchad se compose de trois régions géographiques: une zone désertique au nord, une bande sahéenne aride au centre, et une zone soudanaise plus fertile composée de savanes au sud.

Objectifs stratégiques 1, 2, 3 et 5² et contribue à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement 1, 4 et 5³. L'IPSR vise à:

- réduire la prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de 6 à 59 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes;
- assurer une consommation alimentaire adéquate aux ménages en situation d'insécurité alimentaire et aux réfugiés ciblés;
- appuyer les moyens de subsistance des communautés ciblées pour renforcer leur capacité de résistance face aux chocs;
- reconstituer les moyens de subsistance et rétablir la sécurité alimentaire des communautés et des ménages après un conflit; et
- renforcer la capacité du Gouvernement de réduire l'insécurité alimentaire.

3. Les principales activités sont les suivantes:

- une supplémentation alimentaire ciblée et généralisée dans les zones les plus gravement touchées par l'insécurité alimentaire et la malnutrition;
- des distributions générales de vivres au profit des ménages les plus exposés à l'insécurité alimentaire pendant la saison de soudure;
- des activités Vivres contre travail pour les ménages vulnérables exposés à l'insécurité alimentaire avant et après la saison de soudure; et
- des distributions générales de vivres et un programme de supplémentation alimentaire ciblée destinés aux réfugiés originaires de la République centrafricaine et du Soudan.

4. L'IPSR vise également à renforcer les capacités du Gouvernement en appuyant les activités liées à l'alerte rapide, au suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition, aux interventions en cas de crise alimentaire ou nutritionnelle, ainsi qu'aux achats locaux.

Conclusion et recommandations issues de la réévaluation

5. La campagne agricole 2011/12 au Tchad s'est caractérisée par des précipitations insuffisantes, irrégulières et mal réparties. Dans la bande sahélienne, le manque de pluies et la présence de ravageurs ont eu des effets désastreux sur la production agricole. La mauvaise récolte de 2011/12 avait été prévue à l'issue d'une mission d'évaluation menée conjointement par le Gouvernement, le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine et le PAM.

6. Le Ministère de l'agriculture et de l'irrigation estime à 1,65 million de tonnes la production céréalière en 2011/12, contre 3,25 millions de tonnes lors de la campagne précédente. Selon ses évaluations, la production céréalière aurait baissé de 49 pour cent par

² Objectifs stratégiques: 1 – Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence; 2 – Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets; 3 - Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition; et 5 – Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux.

³ Objectifs du Millénaire pour le développement: 1 – Réduire l'extrême pauvreté et la faim; 4 – Réduire la mortalité infantile et post-infantile; et 5 – Améliorer la santé maternelle.

rapport à la campagne 2010/11, et de 22 pour cent par rapport à la moyenne sur cinq ans⁴. La pénurie de 626 000 tonnes équivaut à 30 pour cent des besoins céréaliers du Tchad; le déficit atteint 56 pour cent dans la bande sahélienne, qui comprend les régions administratives de Bahr el-Ghazal, Batha, Guéra, Hadjer-Lamis, Kanem, Lac, Ouaddai, et Wadi-Fira. Certains lieux où la production vivrière est insuffisante et des zones à risque ont également été répertoriés dans la zone soudanienne, dans les régions administratives du Logone occidental, du Logone oriental et du Moyen-Chari (voir l'annexe III). La sécheresse a touché les pâturages, entraînant le déplacement avant l'heure des éleveurs en direction du sud vers la fin de la saison des pluies de 2011. Une grave pénurie de fourrage est prévue en 2012, qui pourrait avoir de profondes répercussions sur les moyens de subsistance des éleveurs.

7. Une évaluation de la sécurité alimentaire des ménages ruraux après les récoltes conduite à l'échelle nationale par le PAM, la FAO et le Gouvernement a montré que 3,6 millions d'habitants des zones rurales étaient ou seraient en situation d'insécurité alimentaire durant la saison de soudure de 2012⁵.
8. Parmi la population touchée, 1,2 million de personnes sont pauvres et en situation d'insécurité alimentaire dans la bande sahélienne. Elles auront besoin d'une assistance alimentaire durant la saison de soudure de 2012 pour trois raisons: i) leurs réserves de céréales ne dureront pas plus de trois mois; ii) elles sont vulnérables face aux chocs car elles n'ont que peu d'avoires et résident dans des zones où la résilience est faible; et iii) elles ne se sont pas remises de la sécheresse de 2009, des inondations de 2010 et de la sécheresse de 2011. La plupart de ces ménages sont endettés et de ce fait contraints d'utiliser leurs récoltes pour rembourser leurs dettes. La situation est désastreuse dans le Bahr el-Ghazal, le Batha, le Kanem, le Guéra, le Wadi-Fira, l'Ouaddai et le Sila, et dans certaines zones du Lac et du Hadjer-Lamis⁶.
9. L'enquête a fait apparaître que dans la zone soudanienne, 266 000 personnes pauvres en situation d'insécurité alimentaire avaient également besoin d'aide⁷. Parmi les régions le plus en difficulté figuraient le Logone occidental, le Logone oriental, le Mandoul, le Mayo-Kebbi Est, le Mayo-Kebbi Ouest, le Moyen-Chari et le Tandjilé. Toutefois, dans la bande soudanienne, l'offre céréalière, la durée prévue des réserves et la stabilité attendue des prix du marché permettaient de penser que des interventions du type Espèces contre travail seraient plus appropriées que des distributions générales de vivres⁸. Une évaluation serait conduite en avril 2012 pour déterminer les interventions les plus appropriées pour la zone soudanienne, en vue de lancer un projet pilote de transferts monétaires, qui pourrait

⁴ Ministère de l'agriculture et de l'irrigation. Résultats définitifs de la campagne agricole 2011/12 au Tchad (mars 2012).

⁵ Évaluation après récolte à l'échelle nationale de la sécurité alimentaire des ménages ruraux au Tchad. Conduite par le Ministère de l'agriculture et de l'irrigation, la FAO et le PAM en décembre 2011.

⁶ Dans les zones périurbaines, les populations ont accès aux marchés et aux ventes subventionnées par le Gouvernement, et accèdent plus facilement aux services sociaux et aux interventions d'autres acteurs humanitaires; par conséquent, n'y sera mis en œuvre qu'un programme de supplémentation alimentaire généralisée.

⁷ En attendant les résultats de l'évaluation de l'utilisation des transferts monétaires et des bons, ces personnes bénéficieront d'une supplémentation alimentaire ciblée du PAM, d'une aide sous forme d'activités Vives contre travail ou d'une assistance en faveur des réfugiés.

⁸ L'enquête nationale sur la sécurité alimentaire menée en décembre 2011 a estimé à huit mois la durée moyenne des réserves de céréales par personne dans la zone soudanienne.

ultérieurement être transposé à plus grande échelle moyennant une nouvelle révision budgétaire.

10. Les marchés tchadiens se caractérisent par la volatilité des prix des produits alimentaires. La période suivant les récoltes commence généralement en octobre, avec un fléchissement du prix des céréales jusqu'en mars. Toutefois, après la mauvaise récolte de 2011/12, les prix ont légèrement augmenté dans la bande sahéenne et se sont maintenus dans la zone soudanienne; le prix des céréales de base est nettement supérieur à la moyenne sur cinq ans. En décembre 2011, les prix du millet étaient plus élevés de 32 pour cent dans la bande sahéenne et de 20 pour cent dans la zone soudanienne; dans cette zone, les cours des céréales devraient baisser du fait de la récolte des cultures de contre-saison en mars, mais ils devraient continuer d'augmenter dans la bande sahéenne. Le niveau des prix des produits alimentaires porte gravement atteinte à la sécurité alimentaire des ménages vulnérables, qui sont tributaires des marchés. La hausse des prix des céréales a entraîné une diminution de 35 pour cent des termes de l'échange mouton/millet dans la bande sahéenne, ce qui a encore réduit l'accès des ménages pauvres aux produits alimentaires pour la saison de soudure de 2012.
11. La dernière enquête nationale sur la nutrition⁹ fait état de taux de malnutrition aiguë globale de 16 pour cent et de malnutrition aiguë grave de 6 pour cent. Dans 15 des 22 régions du Tchad, le taux de malnutrition aiguë globale dépasse le seuil critique de 15 pour cent fixé par l'Organisation mondiale de la Santé pour ce qui est des interventions d'urgence; la prévalence excède 25 pour cent dans cinq régions de la bande sahéenne. La malnutrition chronique touche 39 pour cent des enfants, dont 21 pour cent gravement; les taux dépassent le seuil critique dans toute la bande sahéenne.
12. Une enquête nutritionnelle¹⁰ réalisée par le Ministère de la santé, l'UNICEF et le PAM dans 11 régions de la bande sahéenne a confirmé que la prévalence de la malnutrition aiguë globale était grave, atteignant 20 pour cent dans le Kanem, 18 pour cent dans le Wadi-Fira et le Bahr el-Ghazal, 16 pour cent dans le Batha et le Hadjer-Lamis, et 15 pour cent dans le Salamat. Dans les autres régions, le taux de malnutrition aiguë globale avoisinait 15 pour cent. Compte tenu du déficit vivrier et de facteurs aggravants comme les épidémies récurrentes de choléra et de rougeole, la malnutrition infantile devrait fortement augmenter pendant la saison de soudure.

Finalité de la prolongation et de l'augmentation budgétaire

13. Pour faire face à la crise au Tchad, le PAM étend l'assistance alimentaire et nutritionnelle assurée au titre de l'IPSR 200289 dans les régions qui enregistrent les plus gros déficits alimentaires et des niveaux de malnutrition critiques, et où les populations sont très exposées à l'insécurité alimentaire:
 - les distributions générales de vivres concerneront davantage de populations touchées, une ration complète sera fournie à tous les bénéficiaires ciblés et la durée de l'assistance sera portée de trois à quatre mois;
 - là où la malnutrition aiguë globale excède 10 pour cent, le PAM et ses partenaires renforceront le programme de supplémentation alimentaire ciblée destiné aux enfants âgés de 6 à 59 mois ainsi qu'aux femmes enceintes et aux mères allaitantes atteintes de malnutrition modérée; et

⁹ Enquête en grappes à indicateurs multiples, 2010.

¹⁰ Enquête de suivi et d'évaluation normalisés des phases de secours et de transition, septembre 2011.

- là où la malnutrition aiguë globale excède 15 pour cent ou lorsqu'elle dépasse 10 pour cent et s'accompagne de facteurs aggravants, comme une forte insécurité alimentaire, un programme de supplémentation alimentaire généralisée sera conjointement mis en œuvre par le PAM et l'UNICEF au profit des enfants âgés de 6 à 23 mois.

Distributions générales de vivres

14. Compte tenu des premiers résultats de l'évaluation nationale de décembre 2011, le PAM transposera à plus grande échelle les distributions générales de vivres destinées aux populations vulnérables durant la période de soudure de 2012 pour: i) venir en aide à 700 000 personnes supplémentaires, portant ainsi le total à 1,2 million de personnes; ii) distribuer une ration complète et non plus une demi-ration lors des distributions générales de vivres; et iii) porter la durée de l'assistance de trois à quatre mois. En 2012, des distributions générales de vivres seront effectuées dans le Bahr el-Gazhal, le Batha, le Guéra, le Kanem, l'Ouaddai, le Sila et le Wadi-Fira. Aucune modification n'est apportée à la taille des rations et à la durée des distributions dans le cas des distributions générales de vivres destinées aux réfugiés originaires du Soudan et de la République centrafricaine en 2012 et 2013, et à toutes les populations vulnérables en 2013.

Programme de supplémentation alimentaire ciblée

15. En 2012, le PAM transposera à plus grande échelle le programme de supplémentation alimentaire ciblée dans le Bahr el-Gazhal, le Batha, le Guéra, le Hadjer-Lamis, le Kanem, le Lac, l'Ouaddai, le Sila et le Wadi-Fira pour venir en aide à 123 000 enfants supplémentaires âgés de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë modérée et à 26 000 femmes enceintes et mères allaitantes atteintes de malnutrition. L'augmentation du nombre de bénéficiaires résulte de l'accroissement prévu de la prévalence de la malnutrition aiguë et de l'amélioration de la couverture assurée par les partenaires; les mesures de sensibilisation seront renforcées, et un système d'orientation amélioré sera mis en place entre les programmes de supplémentation alimentaire généralisée et ciblée pour accroître la couverture. Le PAM améliorera l'intervention nutritionnelle en fournissant du Plumpy'Sup® pour les enfants âgés de 6 à 59 mois.

Programme de supplémentation alimentaire généralisée

16. Le programme de supplémentation alimentaire généralisée sera transposé à plus grande échelle entre avril et septembre pour venir en aide à 59 000 enfants supplémentaires âgés de 6 à 23 mois, ce qui portera le total de 241 000 à 300 000 enfants. Le plan conjoint PAM/UNICEF de supplémentation alimentaire généralisée sera mis en œuvre dans les endroits cités au tableau 1. Deux produits nutritionnels sont proposés en raison de la forte demande et de la production et de la disponibilité limitées des produits.
17. Conformément aux prévisions, le PAM fournira pendant six mois du Supercereal avec du sucre et de l'huile pour 75 000 mères allaitantes ayant des enfants de moins de 6 mois, dans toutes les régions ciblées.
18. La présente révision budgétaire prévoit de faire passer la durée du programme de supplémentation alimentaire généralisée de quatre à six mois dans les régions du Guéra, du Sila et du Wadi-Fira. Ce programme sera mené en concertation avec les communautés et comprendra un dépistage systématique et l'orientation des enfants souffrant de malnutrition vers les instances compétentes aux fins de leur prise en charge. Les distributions générales de vivres et le programme de supplémentation alimentaire généralisée au profit des ménages ayant droit aux deux types de rations seront mis en

œuvre conjointement lorsque la capacité des partenaires et la faisabilité opérationnelle le permettront.

TABLEAU 1: PLAN OPÉRATIONNEL D'ALIMENTATION GÉNÉRALISÉE POUR LES ENFANTS ÂGÉS DE 6 À 23 MOIS

Région	Organisme	Produit	Durée (en mois)
Guéra	PAM	Supercereal Plus	6
Sila, Wadi-Fira	PAM	Plumpy'doz®	6
Salamat	UNICEF	Plumpy'doz®	6
Bahr el-Gazhal, Batha, Hadjer-Lamis, Kanem, Lac, Ouaddai	UNICEF PAM	Plumpy'doz® Plumpy'doz® ou Supercereal Plus	2 4

19. Du fait de l'expansion des programmes de supplémentation alimentaire ciblée et généralisée, les activités prévues pour 2012 et 2013 en vue de distribuer des rations de protection et des rations post-traitement dans des centres d'alimentation (55 grammes de céréales et 33 grammes de légumes secs) seront annulées.
20. Face à la gravité de la crise nutritionnelle, l'IPSR 200289 mettra l'accent sur le traitement et la prévention de la malnutrition aiguë dans la bande sahélienne. L'activité prévue à titre pilote en 2012 et 2013 pour prévenir la malnutrition chronique, qui cible 2 000 enfants âgés de 6 à 23 mois et 800 femmes enceintes et mères allaitantes, sera annulée.
21. Le PAM effectuera une étude conjointe pour évaluer l'efficacité du programme de supplémentation alimentaire généralisée en 2012; des discussions sont en cours avec des partenaires de recherche possibles en vue d'étudier la région du Guéra.

TABLEAU 2: BÉNÉFICIAIRES PAR ACTIVITÉ POUR 2012*

Activité	Catégorie de bénéficiaires	Budget actuel	Augmentation (diminution)	Budget révisé
Distribution générale de vivres	Populations vulnérables	500 000	700 000	1 200 000
Programme de supplémentation alimentaire ciblée	Enfants de 6 à 59 mois	177 000	123 000	300 000
Programme de supplémentation alimentaire ciblée	Femmes enceintes et mères allaitantes	44 000	26 000	70 000
Programme de supplémentation alimentaire généralisée – tous les enfants entre avril et septembre	Enfants de 6 à 23 mois	241 000	59 000	300 000
Projet pilote de prévention de la malnutrition chronique (annulé)	Enfants de 6 à 23 mois	1 000	(1 000)	–
Projet pilote de prévention de la malnutrition chronique (annulé)	Femmes enceintes et mères allaitantes	400	(400)	–
Distribution de rations de protection et de rations post-traitement (annulée)	Bénéficiaires des centres ambulatoires et des centres de supplémentation alimentaire	1 205 000	(1 205 000)	–
Total ajusté**				1 840 000

* Les chiffres concernant les bénéficiaires pour 2013 restent les mêmes que ceux du descriptif initial de l'IPSR (WFP/EB.2/2011/9-C/1), excepté ceux prévus pour les activités annulées. Le nombre de bénéficiaires du programme de supplémentation alimentaire généralisée destiné aux mères allaitantes reste le même que dans l'IPSR d'origine; les

bénéficiaires ciblés sont exclus de ce tableau, qui englobe uniquement les groupes de bénéficiaires modifiés pour 2012.

** Tient compte des chevauchements entre activités.

TABLEAU 3: RATION ALIMENTAIRE JOURNALIÈRE RÉVISÉE PAR ACTIVITÉ (g/personne/jour)						
	Distribution générale de vivres – populations vulnérables	Supplémentation alimentaire ciblée – enfants de 6 à 59 mois	Supplémentation alimentaire généralisée – enfants de 6 à 23 mois (ration variable d'une région à l'autre)			
			Sept régions*	Neuf régions**	Sila et Wadi-Fira	Hadjer-Lamis et Lac
Supercereal Plus	–	–	–	–	200	200
Céréales	450	–	–	–	–	–
Légumes secs	60	–	–	–	–	–
Huile végétale	30	–	–	–	–	–
Plumpy'Sup®	–	92	–	–	–	–
Plumpy'doz®	–	–	47	47	–	–
Sel	5	–	–	–	–	–
TOTAL	545	92	47	47	200	200
Total kcal/jour	1 974	500	247	247	840	840
% kcal d'origine protéique	12	10	10	10	15	15
% kcal d'origine lipidique	20	56	58	58	19	19
Nombre de jours d'alimentation par an	120	60	180	120***	120***	180

* Bahr el-Gazhal, Batha, Guéra, Kanem, Ouaddai, Sila, Wadi-Fira.

** Bahr el-Gazhal, Batha, Kanem, Guéra, Hadjer-Lamis, Lac, Ouaddai, Sila et Wadi-Fira.

*** Prévu pour un total de 180 jours, l'UNICEF couvrant 60 jours dans six régions; le PAM couvrira 120 jours pour assurer la complémentarité des interventions.

GESTION DES RISQUES

22. Outre les risques contextuels, programmatiques et institutionnels mentionnés dans le descriptif initial de l'IPSR¹¹, les événements survenus récemment dans la région ont accru le risque que la violence s'accroisse le long de la frontière avec le Nigéria et que le couloir de transport du PAM soit provisoirement fermé en raison du conflit interne en Libye. L'intensification des conflits dans les pays voisins pourrait entraîner des fluctuations sur les marchés et l'afflux de personnes déplacées, ou provoquer de nouvelles perturbations au

¹¹ WFP/EB.2/2011/9-C/1 (<http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/eb/wfpdoc061522.pdf>).

niveau des couloirs logistiques. Une mauvaise récolte en 2012/13 aggraverait l'impact de l'insécurité alimentaire sur les populations vulnérables, notamment dans la bande sahélienne. Le PAM est prêt à faire face à l'accroissement des besoins que pourraient engendrer ces risques en procédant à de nouvelles révisions budgétaires pour l'IPSR 200289.

BESOINS ALIMENTAIRES

23. La présente modification apportée au budget de l'IPSR 200289 requiert une augmentation de 47 780 tonnes de la quantité de produits alimentaires, comme le montre le tableau 4; le budget est ventilé à l'annexe I-A.

TABLEAU 4: BESOINS ALIMENTAIRES RÉVISÉS PAR ACTIVITÉ (en tonnes)			
Activité	Budget actuel	Augmentation (diminution)	Total révisé
Distributions générales de vivres pour les populations d'accueil et les réfugiés	148 646	65 205	213 851
Nutrition – Augmentation des programmes de supplémentation alimentaire ciblée et généralisée, et déduction correspondant aux activités annulées (distribution de rations de protection et de rations post-traitement, et projet pilote)	48 320	(17 425)	30 894
Vivres contre travail/Vivres pour la création d'avoirs/Vivres pour la formation	40 577	–	40 577
TOTAL	237 543	47 780	285 322

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE LA RÉVISION BUDGÉTAIRE			
Produits alimentaires¹	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Céréales	42 625	14 984 739	
Légumes secs	(840)	-758 499	
Huile et matières grasses	2 558	3 501 393	
Aliments composés et mélanges	2 941	17 477 618	
Autres	495	65 808	
Total, produits alimentaires	47 780	36 788 057	
Total partiel, produits alimentaires			36 788 057
Transport extérieur			5 197 463
Transport terrestre, entreposage et manutention			19 070 570
Autres coûts opérationnels directs			3 127 817
Coûts d'appui directs ² (voir annexe I-B)			10 360 872
Total des coûts directs pour le PAM			74 544 778
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³			5 218 134
COÛT TOTAL POUR LE PAM			79 762 913

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont le contenu peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

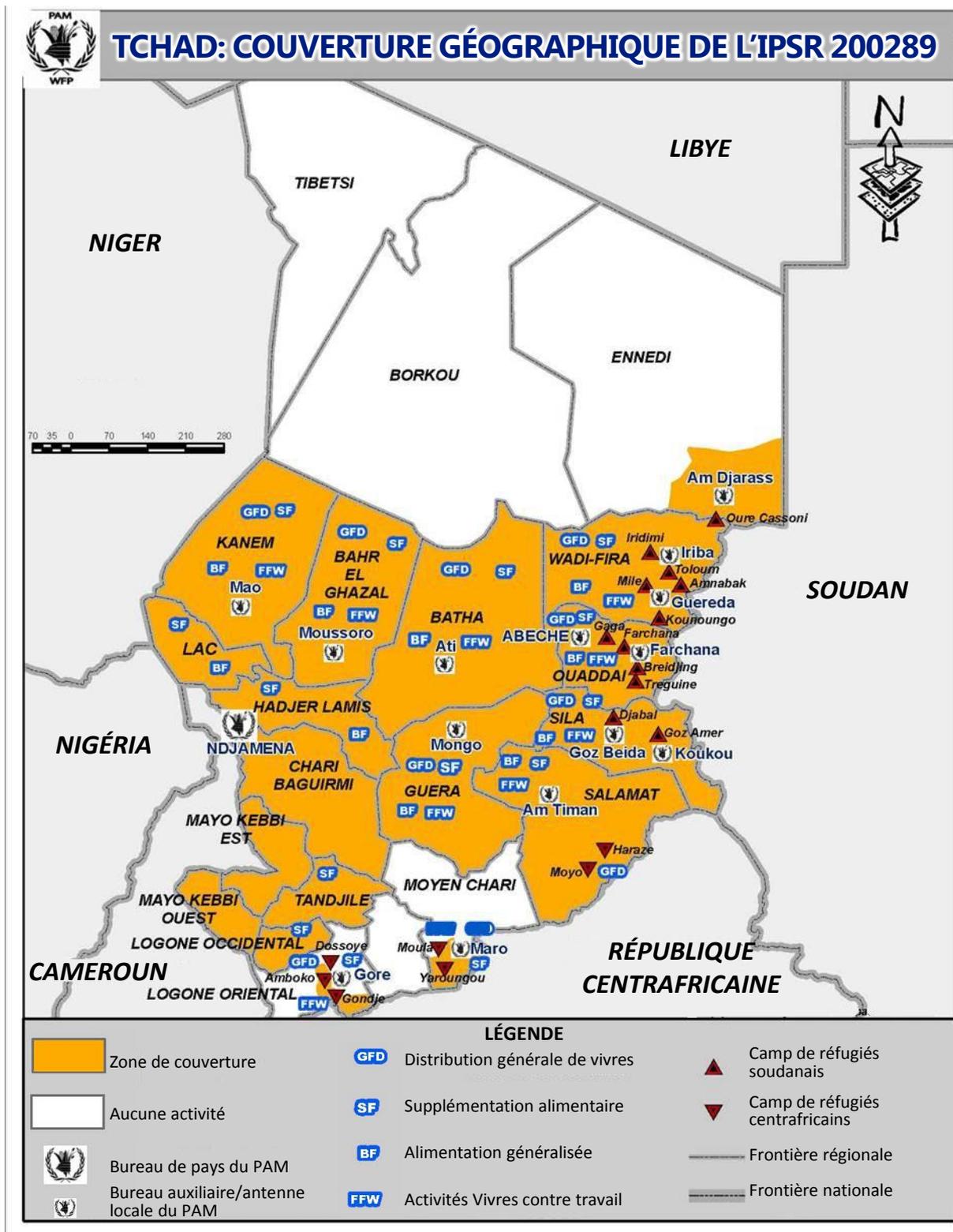
BESOINS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs recrutés sur le plan international	3 064 599
Personnel local – Administrateurs recrutés sur le plan national	62 540
Personnel local – Personnel temporaire	1 381 893
Consultants internationaux	142 467
Volontaires des Nations Unies	37 500
Voyages officiels du personnel	3 067 163
Total partiel	7 756 161
Dépenses de fonctionnement	
Location de locaux	18 000
Charges (électricité, etc.)	134 448
Fournitures de bureau et petit matériel	95 000
Services de communications	585 592
Réparation et entretien du matériel	157 000
Exploitation et entretien des véhicules	155 880
Aménagement et entretien des bureaux	100 000
Prestation de services d'organismes des Nations Unies	200 000
Total partiel	1 445 920
Dépenses d'équipement et autres coûts	
Location de véhicules	168 300
Matériel de communications	882 392
Dépenses locales de sécurité	108 100
Total partiel	1 158 792
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	10 360 872

ANNEXE II

CADRE LOGIQUE ¹			
Résultats	Indicateurs de performance	Moyens de vérification	Risques, hypothèses
Objectif stratégique 3: Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition			
Effet direct 3.3 Amélioration de l'état nutritionnel des enfants de moins de 2 ans ciblés parmi les populations cibles dans les zones couvertes	➤ Prévalence du faible périmètre brachial parmi les enfants de moins de 2 ans ciblés Cible: < 10 %	Données provenant des enquêtes et suivi du programme	Identiques au descriptif initial de l'IPSR, avec en sus: Hypothèse: le réseau Emergency Nutrition Network effectue une évaluation du programme de supplémentation alimentaire généralisée dans la région du Guéra

¹ Seules sont présentées les modifications par rapport au descriptif initial de l'IPSR.

ANNEXE III



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance